



Crise mondiale - Action mondiale

Aide-Memoire

Le VIH/SIDA pose un défi majeur à ceux qui dirigent les opérations de lutte.

Le VIH/SIDA engendre un cercle vicieux. En tuant les gens qui sont dans leurs années les plus productives, il accroît la pauvreté, anéantit les progrès de l'éducation, entraîne une baisse de productivité de l'emploi, menace la sécurité alimentaire et ralentit la croissance économique. Ces revers contribuent à leur tour à la progression de l'épidémie, sapant les efforts de prévention et de traitement.

Pour que la lutte contre le SIDA soit couronnée de succès, les ripostes nationales doivent être bien gérées et tout le monde, les individus comme les communautés, doit se mobiliser en faveur d'un but commun qui est de freiner l'épidémie. En d'autres termes, le VIH/SIDA représente un défi complexe au niveau de l'organisation des opérations de lutte.

- Pour être efficace, la riposte au VIH/SIDA doit atteindre trois objectifs de base : elle doit réduire le nombre des infections ; elle doit élargir l'accès des personnes vivant avec le VIH/SIDA aux soins et au traitement; enfin, elle doit atténuer l'impact de l'épidémie sur le développement économique et social. Pour cela, il faut le plus souvent que les pays intensifient leurs efforts en vue d'enrayer la pauvreté et de fournir un soutien aux personnes le plus gravement touchées.
- Ces objectifs requièrent une forte mobilisation sociale et politique de la part des familles, des communautés et des instances nationales, ce qui demande une organisation extrêmement efficace. Il n'y a pas de recette unique de succès, mais les leçons apprises au cours des vingt dernières années montrent que les ripostes nationales bien dirigées reposent toutes sur les mêmes principes de base.

Diriger avec efficacité

- La volonté politique, une vision et un véritable leadership sont essentiels, en particulier dans les hautes sphères du gouvernement. Ce leadership doit savoir reconnaître qu'il est nécessaire de

prendre des mesures pratiques en vue d'allouer des ressources nationales aux domaines prioritaires de la lutte contre le VIH/SIDA et qu'il faut rallier les institutions et les différents acteurs situés hors du secteur de la santé. Dans des pays tels que l'Ouganda et la Thaïlande, la riposte a considérablement bénéficié d'un leadership fort dans les débuts de l'épidémie, ce qui a permis de mobiliser les communautés, les gouvernements et les différents groupes de la société civile.

- Les plans stratégiques nationaux pour la lutte contre le SIDA constituent également un élément clé d'une direction efficace. Les meilleurs parmi ces plans font appel à un grand nombre de secteurs et s'efforcent de promouvoir la prévention, les soins, le traitement, ainsi que toutes mesures susceptibles d'atténuer l'impact de l'épidémie. Ces plans sont conçus de manière à atteindre des objectifs clairs et définissent sans ambiguïté les responsabilités de chacun. Ils sont coordonnés et financés par les plus hautes instances du gouvernement, mais s'attachent également à promouvoir une forte participation communautaire. Une planification plurisectorielle de cette envergure fournit un cadre à l'harmonisation des activités des différents partenaires.
- Dans les pays où la riposte est efficace, tous les secteurs du gouvernement et de la société civile sont mis à contribution. Pour réussir à bien diriger la riposte au VIH/SIDA, il faut que le plus grand nombre de départements gouvernementaux ainsi que de groupements de particuliers ou du secteur

privé collaborent à différents niveaux et dans tous les secteurs. Ainsi, le Sénégal a réussi à contenir l'épidémie en encourageant les partenariats entre les groupes de femmes, les organisations religieuses, les autorités des districts, les institutions gouvernementales ainsi que les instances du secteur privé.

- Tous les secteurs gouvernementaux (et non pas seulement ceux qui entreprennent nommément des tâches dans le domaine de la santé) ont un rôle à jouer. Les ministères de l'emploi peuvent par exemple promouvoir la prévention sur les lieux de travail ainsi que des programmes de soins dans le secteur privé. Les ministères de l'éducation peuvent introduire l'éducation sur le SIDA dans les écoles à l'intention des élèves et des parents. Les ministères de l'agriculture peuvent déployer leurs réseaux de vulgarisateurs afin d'aider les communautés à diminuer l'impact de l'épidémie.
- Les ripostes obtiennent de meilleurs résultats lorsqu'elles sont décentralisées et développées proportionnellement. C'est pourquoi, dans le contexte de l'épidémie, une direction efficace dépend de la capacité des gouvernements à mobiliser et soutenir les actions locales. Les autorités de districts et municipales sont plus efficaces lorsqu'elles reçoivent les moyens de développer leurs activités et de travailler la main dans la main avec les communautés qui sont en première ligne de la prévention et des soins. Le Botswana, le Ghana et la République démocratique populaire lao offrent des exemples remarquables d'efforts particuliers déployés en vue d'accroître la capacité de planification et de mise en œuvre stratégiques aux échelons des provinces et des districts.
- Les gouvernements qui disposent d'une forte capacité de planification, de mise en œuvre et de gestion de leurs stratégies sont aussi ceux qui ont obtenu les succès les plus marquants contre l'épidémie. Ceci dépasse la question de savoir si les financements sont suffisants. Des augmentations substantielles et rapides des crédits alloués au VIH/SIDA requièrent de la part des gouvernements et des communautés la capacité d'absorber l'assistance ainsi offerte. Il est donc nécessaire de faire des efforts particuliers pour renforcer les cadres de responsabilité, les capacités de gestion et les systèmes de surveillance, d'évaluation et de budgétisation. En l'absence de telles mesures, les fonds ne peuvent

être débloqués rapidement et les programmes ne peuvent fonctionner de manière efficace.

- Une des leçons les plus importantes qui ait été apprise au cours de vingt dernières années est que le VIH/SIDA doit occuper la première place dans les ordres du jour nationaux. L'épidémie n'est pas quelque chose qui se produit indépendamment de tout le reste. Les plans nationaux de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté qui appréhendent pleinement la nécessité de freiner l'épidémie et de faire face à ses conséquences sont aussi ceux qui obtiennent le plus de succès. En l'absence d'une telle attitude, les ressources allouées par les budgets nationaux pour la prévention demeureront insuffisantes.
- Dans les pays où la riposte est efficace, les priorités de la lutte contre le VIH/SIDA sont débattues avec soin au sein du parlement national et reçoivent un soutien total de la part du cabinet et du ministère des finances. Ce fait est particulièrement important pour les pays qui choisissent de consacrer au VIH/SIDA les fonds libérés par l'allègement de la dette, lequel représente une opportunité valable d'augmenter les crédits alloués à la lutte contre la maladie. Parmi d'autres, le Burkina Faso et le Cameroun offrent de bons exemples de pays ayant adopté cette démarche avec succès.

Soutien planétaire pour les stratégies nationales

Le VIH/SIDA représente un défi inégalé. Tout en demandant une sérieuse riposte de la part du secteur de la santé publique, il requiert aussi une action beaucoup plus vaste. Tous les secteurs des gouvernements et de la société civile doivent se mobiliser si l'on veut que la prévention comme l'atténuation des effets de l'épidémie réussissent.

Mais les pays ne peuvent porter seuls ce fardeau. Plutôt que de soutenir des projets isolés, le financement mondial doit privilégier les plans stratégiques complets et de grande envergure s'attachant à mettre en œuvre de front toutes les interventions qui sont nécessaires pour endiguer l'épidémie. Dès lors, le succès reposera essentiellement sur la manière dont chaque gouvernement gèrera sa riposte et du soutien que lui fourniront les donateurs, le système des Nations Unies, les institutions de financement et les organismes privés internationaux.)